

QUELS SONT LES ENJEUX DE LA PRISE EN COMPTE DES JEUNESSES DANS DES CONTEXTES FRAGILES AU SEIN DE PROJETS DE FORMATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE ?

Les crises politiques, financières et écologiques qui traversent le monde aujourd'hui ont un impact fort sur la vie quotidienne et le parcours de vie des populations au cœur de ces bouleversements. Les jeunes ne font pas exception à la règle : un contexte fragile va plus ou moins significativement impacter leur parcours d'insertion en tant qu'adulte, citoyen et professionnel. Or, à travers sa convention programme « Jeunes Actrices du monde de D'Emain » (JADE), le Gret et ses partenaires explorent de nouvelles façons d'accompagner les jeunes en adoptant une approche intégrale de l'insertion qui inclut les aspects économiques et professionnels, sociaux et citoyens, et environnementaux et climatiques. Un des postulats de cette démarche est la conviction que pour faire des jeunes acteurs et actrices de leur propre développement et de celui de leurs territoires, il est important de concevoir et d'expérimenter des modalités pertinentes et innovantes d'accompagnement des jeunes, tout en tenant compte des dimensions sociale et politique pour s'inscrire dans une perspective d'insertion intégrale. Pour cela, la stabilité – ou non – du contexte dans lequel évoluent les jeunes doit être pris en compte dans chaque facette de l'accompagnement.

En 2022, 23 % de la population mondiale vivent dans des contextes de fragilité ou dans des environnements de crises récurrentes et violentes¹. En ce qui concerne les jeunes, déjà en 2016, environ 408 millions de jeunes (âgé·e·s de 15 à 29 ans) vivaient dans des régions touchées par des conflits armés ou des violences organisées, soit environ un jeune sur quatre dans le monde². On remarque une tendance à une forte participation des jeunes sur les différentes mobilisations sociales et citoyennes sur tous les continents. Engagées, militantes, mobilisées, instrumentalisées ou manipulées, les jeunes, comme décrites dans le manuel de programmation *Jeunes, paix et sécurité des Nations Unies* « ont été l'œuvre de diverses forces vives pour l'avènement d'une justice sociale »³. Perçues tout aussi bien comme bourreaux que victimes aux yeux des sociétés, les jeunes occupent une place de

1. Selon les données de l'OCDE, 2022.
2. Nations Unies et Folke Bernadotte Academy, *Les jeunes, la paix et la sécurité – Manuel de programmation*, New York, 2021, p. 2.
3. Nations Unies et Folke Bernadotte Academy, *Les jeunes, la paix et la sécurité – Manuel de programmation*, New York, 2021, p. 2.

plus en plus centrale sur la scène internationale qui les reconnaît comme des forces positives dans la prévention et la résolution des conflits, et dans la construction d'une paix durable⁴. C'est dans cette optique qu'en l'espace de quatre ans, trois résolutions sur les jeunesses qui incitent l'association des jeunes aux efforts de consolidation de paix ont été adoptées au niveau de l'assemblée générale des Nations Unies⁵.

Accompagner l'insertion intégrale dans un contexte de fragilité consiste à prendre en compte les enjeux d'insertion sociale et politique spécifiques des jeunes dans leurs projets de formation et d'insertion professionnelle. En effet, les projets menés par les organismes de développement sont parfois mis en place dans des contextes politiques instables qui vont provoquer un état de fragilité sur le long terme. Dans ces conditions, il est vital de se demander **quels sont les enjeux de la prise en compte des jeunesses dans des contextes fragiles au sein des projets de formation et d'insertion professionnelle ?**

Pour apporter des éléments de réponse à cette question, la présente note abordera en premier lieu quelques notions clés concernant les caractéristiques des contextes de fragilité et ce que revêt le concept de « jeunesses ». Elle présentera en second lieu les impacts des contextes de fragilité dans le parcours d'insertion des jeunes, et terminera par l'identification des pistes d'amélioration de la prise en compte des jeunes dans les contextes de fragilité.

ÉTATS FRAGILES ET SITUATIONS DE FRAGILITÉ, DE QUOI PARLE-T-ON ?

D'une manière générale, l'état de fragilité se définit par l'existence d'un déséquilibre entre l'ampleur des défis et tensions auxquels les pays font face et leur aptitude à les gérer. La fragilité peut affecter n'importe quel État à différents degrés et de diverses manières⁶, mais **c'est la capacité de résilience face aux éventuels chocs qui définit le niveau de fragilité ou de vulnérabilité de chaque État**. Il existe différentes approches et définitions de contextes de fragilité, parmi lesquelles on retrouve par exemple :

- une approche basée sur les manques de capacité et de volonté des pouvoirs publics à résoudre des crises et à s'impliquer dans le développement ;
- une approche basée sur les cycles de crises (selon si le pays est en situation de détérioration, de conflit actif, de crise prolongée, de sortie de crise et d'amélioration progressive)⁷ ;
- une approche basée sur la présence d'insécurité chronique, de cycles récurrents de violence et de pauvreté au sein d'un pays⁸.

L'état de fragilité n'est donc pas lié uniquement à une situation de conflit ou de crise ouverte. Il existe différentes caractéristiques et manifestations de la fragilité dont les facteurs comportent des dimensions économiques, sociales, politiques et environnementales.

Il y a lieu de noter que différentes études émettent des réserves sur l'utilisation du terme « fragilité » ou « État fragile ». Alors que certains chercheurs s'inquiètent que le terme « fragilité » devienne une expression « fourre-tout » et dépourvue de contenu⁹, d'autres préconisent l'utilisation de l'expression « contextes fragiles » plutôt que « d'États fragiles ».

LES JEUNESSES, DE QUI PARLE-T-ON ?

Il n'existe pas une définition homogène de la « jeunesse ». Dépassant les questions d'âge, « être jeune » diffère d'une société à une autre et dépend de la position socialement et culturellement construite par rapport à l'accès à certains attributs et ressources tels que le mariage, l'accès à l'emploi, l'autonomie financière et la constitution d'un foyer distinct des parents. Au sein du Gret, les jeunesses ont été définies comme **une phase de transition entre l'enfance et l'âge adulte durant laquelle l'apprentissage du rôle d'adulte se traduit par un processus de socialisation au sein du groupe familial et communautaire**. Au cours de cette phase, les jeunes accèdent avec plus ou moins de facilité à des attributs et des ressources leur conférant un rôle, une place et des compétences plus ou moins valorisés dans leur environnement social. Le Gret utilise le terme « jeunesses » au pluriel car cela renvoie à la diversité culturelle et sociale des jeunes s'inscrivant dans des contextes historiques, sociologiques, économiques, juridiques ou institutionnels déterminés.

L'IMPACT DES CONTEXTES DE FRAGILITÉ SUR L'INSERTION DES JEUNES

Les facteurs de fragilité sont multidimensionnels. Ils comprennent notamment le défi de l'insertion des jeunes accentué dans certains contextes à une croissance démographique intense et à un manque d'opportunité, l'urbanisation rapide, les perturba-

4. Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les jeunes, la paix et la sécurité (JPS), 9 décembre 2015.

5. Résolutions du Conseil de sécurité sur la jeunesse, la paix et la sécurité n° 2250/2015, n° 228215/2016, n° 2419/2018.

6. African Development Bank Group, Bank group's strategy for addressing fragility and building resilience in Africa (2022-2026).

7. Stratégie d'engagement renforcé dans les États fragiles de 2008 de la Banque africaine de développement.

8. « Emploi et travail décent dans des situations de fragilité, de conflit et de catastrophe », Guide, Bureau international du travail, Groupe pour les États fragiles et la réponse aux catastrophes (FSDR), Service du développement et des investissements (Devinvest), Département des politiques de l'emploi - Genève : OIT, 2016, p. 14.

9. « Emploi et travail décent dans des situations de fragilité, de conflit et de catastrophe », Guide, Bureau international du travail, Groupe pour les États fragiles et la réponse aux catastrophes (FSDR), Service du développement et des investissements (Devinvest), Département des politiques de l'emploi - Genève : OIT, 2016, 16.



PROJET SAFIRE EN MAURITANIE

tions climatiques, les questions pressantes de gestion des ressources naturelles¹⁰, la pauvreté persistante et les pratiques d'exclusion d'une catégorie de citoyens privés de ressources ou de services¹¹. Ce sont des pressions et des exigences croissantes en faveur de l'inclusion et de l'équité, de la création d'emplois (surtout pour les jeunes) et de l'amélioration des services qui, à défaut d'être satisfaites, peuvent dégénérer, allant d'une instabilité légère au conflit violent¹².

La fragilité multidimensionnelle et inscrite dans la durée, accumulée à des facteurs endogènes et exogènes aggravants, peut donc constituer une situation de risque élevé d'effondrement social et de conflit violent¹³. En ce qui concerne les jeunes, s'ils et elles sont considéré·e·s comme à la pointe de différentes mobilisations, il y a lieu de constater qu'ils et elles sont aussi les premières victimes de ces situations de fragilité des États et des sociétés.

LA PRÉCARISATION DES JEUNESSES

Au-delà des problématiques récurrentes d'accès à la scolarisation et à la formation, les jeunes dans les contextes de fragilité doivent parfois faire face aux « années blanches » ou interruptions temporaires de leurs parcours de formation dus à l'instabilité du milieu¹⁴.

Que les situations de fragilité soient liées à des facteurs ethno-politiques (cas de la région des grands lacs africains, notamment le Burundi, l'Ouganda et la RDC)¹⁵, à des facteurs environnementaux et politiques (cas de Haïti), à des revendications d'inclu-

sion (zone méditerranéenne, notamment en Tunisie, Libye, Égypte, Syrie et Yemen)¹⁶ ou à des facteurs sécuritaires (cas du Sahel)¹⁷, leurs conséquences sur les conditions de vie et notamment sur le marché du travail ont contribué à aggraver la précarisation des jeunesses.

À titre d'exemple, dans la région des Grands lacs, la plupart des jeunes, notamment réfugiés et déplacés internes, sont soit en situation de chômage, soit

10. La concurrence pour les ressources comme l'eau et le pâturage peut se combiner avec des facteurs économiques et sociaux pour créer un conflit violent, comme dans la situation au Darfour.

11. Groupe de la banque africaine de développement, « Stratégie du groupe de la banque africaine de développement pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience », Département d'appui à la transition, 2019.

12. Groupe de la banque africaine de développement, « Stratégie du groupe de la banque africaine de développement pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience », Département d'appui à la transition, 2019.

13. Ibid.

14. Groupe initiative Afrique, « Jeunesses africaine : "bombe à retardement" ou opportunité historique ? », troisième conférence internationale, octobre 2014.

15. UNOY Peacebuilders et Cordaid, *Les jeunes dans les périphéries : renforcer les évidences sur les contributions des jeunes à la paix dans la région des Grands Lacs*, La Haye, 2022, p. 10.

16. DUHAUT Sébastien (Altaï Consulting), *Les dynamiques d'inclusion/exclusion de la jeunesse en zone Méditerranée*, Notes techniques n° 28, AFD, 2017, p. 6.

17. ARNAUD Clara, *Jeunesses sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion*, Notes techniques, AFD et urgence réhabilitation développement, mars 2016, p. 2.

occupent des emplois très précaires¹⁸. En conséquence, il y a une importante cohorte de jeunes des zones frontalières réclamant de meilleurs services sociaux, des opportunités de subsistance et une participation à la gouvernance¹⁹. La région du Sahel quant à elle, qui se distingue par la jeunesse de sa population, fait face à une arrivée massive de jeunes sur un marché de l'emploi incapable de leur fournir une activité de subsistance, dans des économies marquées par un très faible dynamisme²⁰. Cela va renforcer la fragilité du contexte et peut en rendre difficile la sortie. Par exemple en Haïti, après le séisme de 2010, le sous-emploi global (incluant le chômage, les sous-emplois invisible et visible) touchait 68 % des jeunes actifs (âgé-e-s de 10 à 25 ans), contre 56 % en 2007²¹.

UNE AUTONOMISATION TARDIVE DES JEUNES

En lien avec la détérioration des conditions de vie, dans certains contextes cette période « transitoire » que sont les jeunesses tend à s'allonger du fait que le franchissement des étapes majeures de l'entrée dans la vie adulte devient de plus en plus difficile²². Cette situation peut générer une sorte de pression sociale et être associée à un « état d'irresponsabilité », source de tension entre les générations²³. Ces contraintes pèsent sur l'autonomisation des jeunes qui se retrouvent « prisonnier-e-s d'un état transitoire » et condamné-e-s à entrer dans l'âge adulte de plus en plus tardivement avec un état de dépendance fort vis-à-vis de l'entourage²⁴. Cette recherche d'émancipation, appuyée parfois par une culture sociale et symbolique de « départ à l'aventure » (passage obligé ou socialement valorisé dans certaines cultures comme en Afrique sahélienne chez les Peuls et Soninké par exemple), poussent les jeunes à partir à la découverte d'autres univers²⁵.

LA VULNÉRABILITÉ DES JEUNESSES À L'ENDOCTRINEMENT

Selon certaines études, le chômage peut favoriser le recrutement des jeunes par les groupes d'extrémistes

dans les contextes de fragilité à cause « d'une part la détresse économique, et d'autre part les connotations psychologiques et sociales négatives associées au chômage (vide intérieur, mépris des proches et voisins, perte de l'estime de soi) sur lesquelles les recruteurs peuvent facilement jouer en proposant un parcours d'affirmation individuelle, de mission à accomplir et de pouvoir »²⁶.

Les jeunes sont donc des cibles des réseaux criminels qui profitent du désœuvrement des jeunes pour recruter les plus vulnérables en leur assurant un revenu et une sécurité. Des chercheurs affirment que le réseau Boko Haram recrute sur le terreau de l'insatisfaction sociale des jeunes. C'est une fois intégré au réseau que les recrues font l'objet d'un endoctrinement, passant d'un opportunisme à une adhésion à la cause. Créant une rupture sociale avec leur milieu d'origine, il est fréquent que des recrues participent à des attaques contre leur propre village²⁷.

Il y a donc lieu de noter qu'au-delà de la recherche d'un moyen de subsistance, les jeunes marginalisé-e-s aspirent à une sorte de valorisation et d'acquisition d'identité et de statut. En effet, l'inactivité ne constitue pas une cause directe de l'entrée des jeunes dans la violence. Selon certaines études, cette corrélation entre le chômage et la violence serait un « danger » car elle conduirait à mettre en place des solutions inadaptées, considérant l'emploi comme « antidote à la

18. Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population (2020). Faits marquants du vieillissement de la population mondiale en 2020 – Conditions de vie de personnes âgées) : https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org/development/desa/pd/files/undesa_pd-2020_world_population_ageing_highlights.pdf

19. UNOY Peacebuilders et Cordaid, *Les jeunes dans les périphéries : renforcer les évidences sur les contributions des jeunes à la paix dans la région des Grands Lacs*, La Haye, 2022, p. 10.

20. ARNAUD Clara, *Jeunesses sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion*, Notes techniques, AFD et urgence réhabilitation développement, mars 2016, p. 2.

21. ZANUSO Claire, ROUBAUD François, TORELLI Constance, « Le marché du travail en Haïti après le séisme : quelle place pour les jeunes ? », *Autrepart*, 2014.

22. Selon une étude menée dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé et Antananarivo.

23. ANTOINE P. et al., « Contraints de rester jeunes ? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines », *Autrepart*, 2001 : http://www.ucl.ac.uk/dpu-projects/drivers_urb_change/urb_society/pdf_social_emancip/DIAL_ANTOINE_Constraints_rester_jeune.pdf

24. ARNAUD Clara, *Jeunesses sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion*, Notes techniques, AFD et urgence réhabilitation développement, mars 2016, p. 7.

25. Ibid., p. 46.

26. DUHAUT Sébastien (Altai Consulting), *Les dynamiques d'inclusion/exclusion de la jeunesse en zone Méditerranée*, Notes techniques n° 28, AFD, 2017, p. 8.

27. HIGAZI A., BRISSET-FOUCAULT F., « Les origines et la transformation de l'insurrection de Boko Haram dans le Nord du Nigeria », *Politique africaine* n° 130, 2013, p. 137-164.





PROJET PACIFA AU SÉNÉGAL

violence »²⁸. Il serait plus adapté de considérer l'emploi comme pourvoyeur d'opportunités économiques, un facteur de réduction des inégalités et d'amélioration des relations intergroupes²⁹. Ce sont ces sentiments d'exclusion qui alimenteraient chez les jeunes les dynamiques de marginalisation (faible participation à la cohésion sociale et au développement économique, impossibilité d'exprimer des revendications par le biais d'un mécanisme formel), de migrations et le choix de la violence comme moyen d'expression³⁰.

DES JEUNESSES À LA RECHERCHE DE PERSPECTIVES

Il y a une forte migration de la population, en particulier des jeunes, vivant dans des situations d'instabilité ou de fragilité. Par exemple dans un contexte de déplacements massifs et forcés de la population, des jeunes réfugiés syriens, palestiniens et irakiens sont venus s'installer dans d'autres pays au Proche-Orient, qui accueillent environ 39 % des déplacés du monde³¹. Ces jeunes font face à différents défis : la perte de repères, les dénis de droits, la pauvreté, ou encore la déstructuration de la cellule familiale³². Ils subissent du racisme et sont soumis à différentes formes de violence.

Pour autant, l'émigration est aussi facteur de risques. En 2011, la guerre en Libye a provoqué le retour dans la précipitation de près de 700 000 ressortissants étrangers du pays vers leurs pays d'origine. Beaucoup de jeunes travailleur·euse·s saisonnier·ère·s retourné·e·s dans leur pays d'origine sans perspective de

réinsertion à court terme, ont été confronté·e·s à une réintégration difficile. Ils et elles constituent « un vivier de recrutement » au sein des réseaux criminels ou radicaux dans un contexte d'afflux massif de personnes et d'armes engendrant une détérioration de la situation sécuritaire dans certaines régions du Sahel³³. Le phénomène d'émigration n'est pas forcément lié à l'état de précarité sociale d'un individu mais surtout au manque de perspective locale qu'il ressent dans son pays.

DES JEUNESSES À L'ORIGINE DE DIFFÉRENTES MOBILISATIONS

Alors que les jeunes ont parfois été très actives dans certaines mobilisations qui ont débouché sur des changements politiques, elles peuvent être frustrées par la suite avec le sentiment d'avoir été trahies par les dirigeants. Une rupture de confiance entre les instances publiques et les jeunes apparaît ; « *les gouvernements*

28. ARNAUD Clara, *Jeunes femmes sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion*, Notes techniques, AFD et urgence réhabilitation développement, mars 2016, p. 39.

29. Ibid., p. 39 référence à Données BIT.

30. OIT, *L'OIT dans les situations de fragilité : vue d'ensemble*, 2014, p. 3.

31. Global Trend, 2015.

32. DUHAUT Sébastien (Altaï Consulting), *Les dynamiques d'inclusion/exclusion de la jeunesse en zone Méditerranéenne*, Notes techniques n° 28, AFD, 2017.

33. Ibid., p. 80.

perçoivent la jeunesse comme une menace pour leur stabilité, alors que cette dernière se désolidarise d'un État jugé "prédateur" »³⁴.

Si ce sentiment d'exclusion de la part des jeunes est à l'origine de la naissance de différents mouvements de collectifs et de mobilisations sociales et citoyennes, il peut aussi se traduire par différentes expressions de colère, que ce soit à travers des manifestations de rue ou dans les cas les plus extrêmes, par l'engagement des jeunes dans des groupes armés radicaux³⁵. En effet, une étude démontre qu'une mauvaise gouvernance et une faible participation politique des jeunes font partie des facteurs majeurs d'exclusion des jeunes et de leur entrée dans la violence³⁶. Ce sentiment de n'être ni représenté·e·s ni soutenu·e·s par l'État est un puissant vecteur pour leur mobilisation par les groupes armés ou radicaux³⁷. Ainsi, face à la méfiance vis-à-vis des systèmes conventionnels d'expression, d'autres formes d'expression violente sont parfois privilégiées. On peut citer par exemple les manifestations de rue qui ont provoqué la chute du gouvernement de Compaoré en 2015 au Burkina Faso, le départ d'Abdoulaye Wade au Sénégal en 2012, ou encore l'engagement de jeunes dans des groupes armés radicaux contestant la légitimité de l'État qui a abouti à la déstabilisation et à la chute du gouvernement au Mali en 2012.

POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES JEUNES DANS LES CONTEXTES DE FRAGILITÉ

Il convient d'adopter une nouvelle conception du rôle des jeunes dans ces contextes³⁸. Changer le regard sur les jeunes amène à prendre conscience qu'elles font parties des premières victimes de la défaillance des politiques publiques, qu'elles sont exclues des processus de prévention et de résolution de conflits et qu'elles sont les cibles des réseaux criminels. Elles sont pourtant aussi souvent moteur des différentes transitions sociétales actuelles (écologiques, éthiques, économiques, institutionnelles).

Conscientes des enjeux d'inclusion des jeunes, différentes organisations travaillent pour le **renforcement de la citoyenneté des jeunes**. Cela se traduit par exemple par un travail sur leurs capacités à revendiquer leurs droits, leur participation dans la mise en œuvre des projets³⁹, la création d'espaces de rencontres entre les jeunes⁴⁰ et de promotion du droit à l'information fiable pour favoriser la participation équitable et apaisée des jeunes au débat public⁴¹, le soutien à la société civile⁴² et l'accompagnement au développement d'un système éducatif inclusif adapté aux contextes locaux. Ces initiatives reposent sur la responsabilisation des jeunes afin qu'ils et elles deviennent des citoyens acteur·rice·s de changement, capables d'engager des dialogues, de faire valoir leurs droits et de construire leur projet personnel. Le Gret par exemple, à travers le projet PAIR, intervient sur le renforcement de la citoyenneté des jeunes en Haïti pour favoriser la collaboration

entre les acteurs locaux (issus de la société civile, de groupes de jeunes et d'écoles) par la mise en place de fonds d'appuis. Le projet vise ainsi à accompagner les jeunes de la zone métropolitaine de Port-au-Prince dans leur capacité à intégrer, dans la paix, la vie économique et sociale de leur territoire tout en renforçant leur interaction avec les parties prenantes de leurs zones autour de la construction d'un développement socio-économique inclusif.

Donner la parole aux jeunes favorise la reconnaissance mutuelle et la rencontre intergénérationnelle⁴³. Pour ce faire, différentes pratiques peuvent être mises en place :

- adopter une démarche « d'aller vers », savoir communiquer avec eux en les trouvant là où ils ont de l'intérêt et en apprenant à utiliser leurs outils et canaux de communication⁴⁴;
- favoriser la participation citoyenne par l'inclusion des jeunes dans la gouvernance locale, les parlements des jeunes, les médias associatifs, la mise en place d'infrastructures sportives et de centres de loisirs.

Par ailleurs, prévenir les risques de rupture sociale et les crises amènent également à **doter les jeunes des compétences techniques et de vie, à investir sur la réintégration socio-économique** des ancien·ne·s combattant·e·s et rapatrié·e·s forcé·e·s⁴⁵, et à assurer la scolarisation des enfants réfugiés⁴⁶ dans les camps; tout en prenant en compte les risques sécuritaires potentiels en lien avec les tensions existantes entre les jeunes locaux et les jeunes déplacé·e·s ou réfugié·e·s. Les phénomènes de retour massif dans des conditions difficiles peut constituer un facteur d'insécurité alimentaire et de tensions supplémentaires dans les zones de forte concentration de population. Assurer la prise en charge des ancien·ne·s combattant·e·s et des rapatrié·e·s forcé·e·s peut passer par l'appui à l'installation des ménages, la promotion d'opportunités sociales et économiques (dotation en matériels agricoles,

34. ARNAUD Clara, *Jeunesses sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion*, Notes techniques, AFD et urgence réhabilitation développement, mars 2016.

35. Ibid.

36. Ibid., p. 69, référence à McLean L., Fraser E. (2009).

37. Ibid., p. 69, référence à Cramer C. (2011).

38. <https://press.un.org/fr/2018/cs13312.doc.htm>

39. Réalisation de cartographie participative par les jeunes des quartiers de banlieue de Dakar (Projet Sunu Gox, Gret, Y en a marre, OSM Sénégal).

40. Plan international, projet Tamkeen.

41. Projet MédiaSahel, 2019.

42. DUHAUT Sébastien (Altai Consulting), *Les dynamiques d'inclusion/exclusion de la jeunesse en zone Méditerranée*, Notes techniques n° 28, AFD, 2017, p. 94.

43. Projet Jades de Équilibres et Populations et Solthis, au Niger et Mali, phase 1 (2016-2019).

44. Groupe initiative Afrique, « Jeunesses africaine : "bombe à retardement" ou opportunité historique ? », troisième conférence internationale, octobre 2014.

45. OIT, *L'OIT dans les situations de fragilité : vue d'ensemble*, 2014, p. 3.

46. Projet Niger et Mali, Programme d'insertion des jeunes dans les zones frontalières fragilisées par le conflit malien, bailleur SIDA/IRC.



PROJET SUNU GOX AU SÉNÉGAL

distribution de vivres, semences, cash transfert), et la création des conditions pouvant assurer une sécurité alimentaire⁴⁷. Le travail décent joue ainsi un rôle essentiel dans la réduction de la précarité. Créer des opportunités d'emploi doit contribuer ainsi à répondre aux besoins des jeunes qui recherchent dans l'emploi plus qu'une activité génératrice de revenus, un statut social⁴⁸. Une fois ces besoins satisfaits, alors d'autres pans de l'insertion intégrale peuvent être considérés. Par exemple, dans le cadre de son projet au Myanmar sur l'amélioration de l'accès à l'électricité renouvelable, le Gret explore des méthodes innovantes d'accompagnement des jeunes dans leur insertion professionnelle dans l'économie verte. À travers ce projet, le Gret approfondit son approche d'insertion intégrale dans un contexte d'accroissement des manifestations et mobilisations citoyennes des jeunes.

Remédier à la fragilité d'un contexte mène à **renforcer la résilience des États et des sociétés**, qui s'opère en partie grâce à l'aptitude des structures publiques à gérer les tensions⁴⁹. Pour favoriser la résilience des États et des sociétés, la promotion d'une gouvernance responsable, transparente et inclusive est fondamentale au sein des différentes institutions. Il en va de la légitimité et de la capacité de ces institutions à bien gérer les ressources, notamment les ressources naturelles⁵⁰.

De plus, conduire des activités de développement dans des contextes de fragilités multiples nécessite d'**adopter « une programmation de transition »** et une approche propre au contexte changeant et imprévisible :

- une analyse de contexte solide et continue tenant compte des causes sous-jacentes de la fragilité ;
- une harmonisation des interventions avec celles des autres acteurs ;
- une analyse régulière des risques, une réalisation fréquente de suivi-évaluation des activités ;
- ainsi qu'une flexibilité financière pour l'ajustement de la programmation en prenant en compte la volatilité du contexte⁵¹.

Toutefois, déployer des projets de formation et d'insertion professionnelle des jeunes dans des contextes politiques fragiles soulève plusieurs défis à relever, notamment en ce qui concerne le choix et les conditions de mise en œuvre et de maintien des activités dans des contextes instables et incertains. Ce sujet fait partie des préoccupations du Gret dans le cadre du déploiement de ses projets de formation et d'in-

47. Stratégie pour le développement et la sécurité des zones sahélo-sahariennes au Niger – SDS, financement État/UE/autres partenaires techniques et financiers (Danemark, UN).

48. ARNAUD Clara, *Jeunesses sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion*, Notes techniques, AFD et urgence réhabilitation développement, mars 2016, p. 40.

49. Groupe de la banque africaine de développement, « Stratégie du groupe de la banque africaine de développement pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience », Département d'appui à la transition, 2019.

50. F3E, « Renforcer le pouvoir d'agir des jeunes », Pierre Tainturier, *Revue transversale - Les collectes du F3E*, p. 54.

51. OCDE (2011), *L'engagement international dans les États fragiles : peut-on mieux faire ?*, Éditions OCDE, p. 20-26.

sersion professionnelle. C'est le cas par exemple du projet Imyeta au Mali qui, à cause de l'évolution du contexte international, n'a pas été repris dans une deuxième phase malgré des résultats probants. Ce projet, innovant en termes d'employabilité par l'apprentissage tutoré, avait pour objectif de former et accompagner environ 2 600 jeunes Maliens issus des milieux ruraux. Les ONG et les projets de développement se retrouvent parfois malgré eux au centre de questions géopolitiques et rencontrent donc des limites à l'adaptabilité possible dans un contexte fragile et instable.

CONCLUSION

Les facteurs de fragilité alimentent un cercle vicieux selon lequel les tensions et conflits engendrent la défaillance de l'État à assurer la sécurité, l'accès égal aux droits et services, et inversement. Les impacts et manifestations de cet état de fragilité se traduisent chez les jeunes par différentes formes allant de mobilisations citoyennes et sociales à la mobilité interrégionale et internationale, et dans les cas les plus extrêmes, à l'enrôlement dans des réseaux criminels. Toutefois, il faut rappeler que la plupart des jeunes ne participent pas aux conflits, ni ne courent le risque d'y participer⁵². Étudier la situation des jeunes dans les contextes de fragilités permet de prendre conscience que l'oïveté n'amène pas systématiquement à la criminalité et à la migration chez les jeunes. **C'est surtout le phénomène d'exclusion politique et la désillusion face à l'absence de changement concret qui mobilisent les jeunes à la recherche d'autres moyens d'affirmation et de perspectives parfois « quasi-suicidaires ».**

Mieux intervenir sur la prise en compte des jeunes dans les contextes de fragilités multidimensionnelles devrait commencer par la démystification de la tendance à considérer les jeunes comme un problème. Tout en prenant en compte le contexte spécifique d'intervention à l'aide d'un diagnostic ciblé, la définition des résultats d'un projet, en mettant l'accent sur la cohésion sociale et la recherche d'une situation de paix, serait préférable plutôt que de viser la simple réduction d'un facteur négatif qui concerne peu de jeunes participant aux conflits. Forger des jeunes citoyens actifs serait la réponse à ce besoin d'inclusion des jeunes qui ne demandent que reconnaissance, confiance et soutien. Constituant un énorme potentiel du fait de leur poids démographique et de ce qu'elles peuvent apporter, les jeunes sont des moteurs de changement et des sources innovantes de paix. ■



La rédaction de cette note a été assurée par

Fanasina RATSIMBAZAFY (chargée de mission « Insertion et emploi » au Gret).

52. Fonds des Nations Unies pour la population et Bureau d'appui des Nations Unies à la consolidation de la paix (2018), *Les absents de la paix – Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité*.

POUR EN SAVOIR PLUS



- > ARNAUD Clara, *Jeunesses sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion*, Notes techniques, AFD et urgence réhabilitation développement, mars 2016.
- > ZANUSO Claire, ROUBAUD François, TORELLI Constance, « Le marché du travail en Haïti après le séisme : quelle place pour les jeunes ? », *Autrepart*, 2014.
- > HIGAZI Adam, BRISSET-FOUCAULTA Florence, « Les origines et la transformation de l'insurrection de Boko Haram dans le Nord du Nigeria », *Politique africaine* n° 130, 2013, p. 137-164.
- > DUHAUT Sébastien (Altai Consulting), *Les dynamiques d'inclusion/exclusion de la jeunesse en zone Méditerranée*, Notes techniques n° 28, AFD, 2017.

SOURCES EN LIGNE



- > [Faits marquants du vieillissement de la population mondiale en 2020 : Conditions de vie de personnes âgées](#), Département des affaires économiques et sociales des Nations unies – Division de la population, 2020.
- > [Emploi et travail décent dans des situations de fragilité, de conflit et de catastrophe](#), Bureau international du travail, Groupe pour les États fragiles et la réponse aux catastrophes (FSDR), Service du développement et des investissements (Devinvest), Département des politiques de l'emploi – Genève : OIT, 2016.
- > [Les jeunes dans les périphéries : renforcer les évidences sur les contributions des jeunes à la paix dans la région des Grands Lacs](#), UNOY Peacebuilders et Cordaid, 2022.
- > [Bank group's strategy for addressing fragility and building resilience in Africa \(2022-2026\)](#), Banque africaine de développement, 2022.
- > [L'engagement international dans les États fragiles : peut-on mieux faire ?](#), OCDE, 2011.
- > [Renforcer le pouvoir d'agir des jeunes](#), Revue transversale – Les collectes du F3E, 2021.
- > [Les absents de la paix – Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité](#), Fonds des Nations Unies pour la population et Bureau d'appui des Nations Unies à la consolidation de la paix, 2018.

PROJETS CITÉS

- > [Projet de renforcement de la citoyenneté et de la solidarité pour un environnement sain dans les banlieues de Dakar](#), Sunu Gox, Gret, Y'en A Marre, OSM Sénégal.
- > [Programme d'appui à l'insertion socio-économique inclusive des jeunes](#), Tamkeen, Plan International.
- > Programme d'insertion des jeunes dans les zones frontalières fragilisées par le conflit malien, SIDA/IRC.
- > [Projet de promotion de la santé sexuelle des adolescent-e-s au Mali et au Niger](#), Solthis.